

*Déclaration Ministérielle Francophone sur la lutte contre les
changements climatiques
Copenhague, 16 décembre 2009*

Nous, Ministres et Chefs de délégations représentant les Etats et gouvernement ayant le français en partage, affirmons que les changements climatiques constituent l'un des enjeux majeurs du XXI^{ème} siècle, et que notre participation concertée à la conférence de Copenhague peut contribuer à mener à bien les négociations dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Considérant la déclaration de la XII^{ème} Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage qui s'est tenue à Québec (Canada), 17-19 octobre 2008 ;

Conscients de la gravité des défis environnementaux à l'échelle de la planète et particulièrement préoccupés par le danger que représentent les changements climatiques et l'appauvrissement de la diversité biologique ;

Constatant que les changements climatiques menacent tous les membres de la Francophonie et surtout parmi les plus vulnérables à ce phénomène, les petits États insulaires en développement (PEID), les pays les moins développés, les pays ayant des zones côtières de faible élévation et ceux menacés par la sécheresse et la désertification, et que cette situation interpelle la solidarité de l'espace francophone ;

Réaffirmant notre appui à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), à la mise en œuvre du Protocole de Kyoto et du Plan d'action de Bali et notre détermination d'aboutir, ici à Copenhague, à un accord international sur le régime applicable en matière de lutte contre les changements climatiques après 2012 ;

Notant que l'impact des changements climatiques pose des défis supplémentaires aux membres de la Francophonie en matière de lutte contre l'érosion côtière, de gestion responsable et durable des forêts, et d'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement de base ;

Conscients de l'importance de la concertation francophone dans les négociations multilatérales et désireux de jouer un rôle mobilisateur auprès des grandes économies afin

que des engagements définitifs soient pris pour ralentir et arrêter la croissance mondiale des émissions de gaz à effet de serre et enfin les réduire au niveau indiqué dans la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;

Convaincus du rôle de la coopération pour renforcer les capacités d'action et l'expertise des pays de l'espace francophone pour s'adapter aux changements climatiques ;

Affirmant que tous les pays doivent assumer leur juste part de responsabilité pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, conformément aux principes inscrits dans la Convention, d'équité, de responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives ;

Conformément aux engagements de la conférence de Québec, nous réaffirmons notre volonté de :

- ❑ Mobiliser tous nos atouts politiques pour la ratification des instruments internationaux relatifs à l'environnement et pour mener à bien les négociations dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;
- ❑ Saisir et d'exploiter toutes les opportunités techniques et financières offertes par la communauté des partenaires au développement, notamment francophones (solidarité), pour accompagner et assister les pays en développement dans la prise en charge des changements climatiques dans les politiques de développement durable par la formulation de projets d'adaptation et d'atténuation;
- ❑ Nous mobiliser pour inclure les changements climatiques dans nos stratégies de développement et dans tous les processus pertinents de prise de décision et ce, à tous les niveaux ;
- ❑ Renforcer les capacités et l'expertise des pays de l'espace francophone, particulièrement celles des petits États insulaires en développement, en poursuivant le transfert de savoir faire et de technologies propres, ainsi que l'appui à la concertation et à la mise en place de plans nationaux d'adaptation aux changements climatiques ;
- ❑ Développer nos programmes de réduction des émissions des gaz à effet de serre en renforçant ; dans la mesure du possible, la participation des pays francophones intéressés aux projets utilisant le mécanisme de développement propre (MDP) du protocole de Kyoto ;
- ❑ Coordonner notre action avec les différents acteurs et partenaires de développement, entre autres, les fonds multilatéraux. L'Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie pourrait faciliter cette coordination dans le cadre de son mandat touchant au changement climatique.